



Déclarée en préfecture pour cinq jours, l'action regroupe une trentaine de jeunes étrangers en recours auprès d'un juge des enfants pour faire reconnaître leur minorité.

## A Lyon, des squats comme pis-aller

**Un collectif de la Croix-Rousse a pu ouvrir plusieurs squats qui accueillent les jeunes migrants dans l'attente d'un logement. Mais l'accès aux aides est un parcours sinueux.**

Rue Duviard, à Lyon, une grue tourne au-dessus d'une vieille bâtisse. Face à l'entrée, il n'y a plus qu'un cratère, bientôt comblé par de nouvelles fondations. Les habitants des lieux, une cinquantaine de jeunes hommes originaires d'Afrique de l'Ouest, ne verront pas la suite du chantier. Ils vont être relogés en juin par la métropole, qui met ainsi un terme à près d'un an de conflit avec le propriétaire du terrain, ICF Habitat. Ce bailleur social, filiale de la SNCF, avait prévu de raser les trois bâtiments existants pour reconstruire des HLM. Mais dans l'un d'eux, un squat baptisé Le Chemineur a été ouvert en juin 2021 par le collectif Soutiens/migrants Croix-Rousse. Le nom de ce quartier de Lyon circule par le bouche-à-oreille : c'est l'un des points de chute des adolescents et des jeunes adultes qui arrivent à Lyon après des mois de périple. Pour bénéficier de l'Aide sociale à l'enfance, les mineurs non accompagnés (MNA) doivent passer une évaluation mandatée par la métropole de Lyon, visant à prouver leur minorité. « Cette évaluation administra-

tive est censée être pluridisciplinaire et durer plusieurs jours, mais ce n'est pas toujours le cas, il n'y a parfois qu'un entretien très court », constate Lisa Lamboley, membre du collectif. « On dénonce ces conditions, c'est toujours fait à charge, le moindre doute va contre eux, c'est suspect s'ils hésitent et c'est suspect s'ils sont trop sûrs d'eux », ajoute Sébastien Gervais, autre membre de ce collectif qui milite pour inscrire dans la loi la présomption de minorité.

**Canot « percé ».** Lorsqu'un jeune est débouté, il lui reste la possibilité d'un recours en justice. Or, en attendant, il lui faut un toit, une douche, un semblant d'instruction et de vie sociale. D'où la mobilisation du collectif croix-roussien pour créer des squats à Lyon. Quand Le Chemineur a ouvert, ils étaient 34 jeunes hommes. Ils sont aujourd'hui près de 55 à se partager quatre appartements décatés. Chaque chambre est marquée d'un numéro, de la liste de ses occupants, puis de leurs jours de

**« C'est suspect s'ils hésitent et c'est suspect s'ils sont trop sûrs d'eux. »**

**Sébastien Gervais**  
membre du collectif Soutiens/migrants

cuisine et de ménage. Il a fallu réinstaller l'électricité, coupée par ICF Habitat durant six mois : les radiateurs n'ont pu être rebranchés que fin décembre. Faute d'eau chaude, une convention a été passée avec la mairie d'arrondissement pour que les jeunes accèdent aux douches du stade tout proche. « Tout est une bataille : obtenir des sacs-poubelles de la mairie, trouver un endroit où ils peuvent se soigner », souffle Lisa Lamboley.

Parmi les arrivants, moins de 10 % sont des filles, logées à part, dans une poignée d'appartements étudiants mis à disposition par la municipalité de Lyon. Deux autres squats, Chez Gemma et le Cafémineur, accueillent une cinquantaine de jeunes en tout, dans des bâtiments appartenant aux Hospices civils de Lyon et à la mairie centrale, qui ont rapidement consenti à des conventions d'occupation. Enfin, outre la cinquantaine d'habitants du Chemineur, une trentaine d'autres jeunes le fréquentent aussi durant la journée. Eux dorment à La Marmite, un accueil municipal qui n'ouvre que de 22 heures à 7 heures. Serge fait partie de ces itinérants. Il a 15 ans, dit-il, et vient de Côte-d'Ivoire. C'est une « longue histoire, un problème familial » qui l'a poussé à traverser le Mali, le Maroc, à passer « deux jours sur l'eau » dans un canot « percé » jusqu'aux Canaries. De là, il a été rapatrié sur le continent par les gardes-côtes espagnols, puis est passé en bus en France. « J'ai dormi dehors

à Paris, j'ai trouvé des gars que j'avais vus aux Canaries. L'un connaissait quelqu'un à Lyon, je les ai suivis », explique-t-il.

**Bol d'air.** Évalué majeur, Serge attend que son recours soit étudié par le juge – ce qui peut prendre plusieurs mois. Scolarisé jusqu'en sixième, l'ado tient à « continuer les études ». Chaque jour, il se rend au Secours populaire qui dispense des cours de maths, français et anglais aux MNA. Le garçon n'a pas encore eu l'occasion de visiter Lyon : « On n'a pas le temps car la tête n'est pas tranquille, tu ne peux pas te balader, sinon tu perds ta place pour dormir, puis il faut trouver un endroit pour manger », raconte-t-il. Son seul bol d'air : le terrain de foot tout proche.

Serge pourrait faire partie des jeunes prochainement relogés par la métropole. Depuis l'arrivée au pouvoir des écologistes à la tête d'une alliance des gauches, en 2020, la collectivité a déployé des efforts inédits pour accueillir les jeunes en recours, une population qui passe entre les mailles des dispositifs. Après la création d'une première « station » de 52 places en novembre 2020 dans le III<sup>e</sup> arrondissement de Lyon, une prochaine va donc être ouverte pour 40 personnes d'ici un mois, dans le même secteur. Et pour la première fois, grâce à un cofinancement de l'Etat.

**MAÏTÉ DARNIAULT**  
Correspondante à Lyon